

## La règle du bâillon mondiale des États-Unis met en péril l'accès à la contraception à Madagascar

Le système de santé de Madagascar dépend fortement du financement accordé par les États-Unis ainsi que d'autres bailleurs de fonds et des organisations non gouvernementales (ONG). En 2017, le rétablissement de la règle du bâillon mondiale a eu des effets considérables sur la santé reproductive et le bien-être des femmes, étant donné que beaucoup de structures sanitaires ont signalé des ruptures de stocks et la réduction des services mobiles.

En dépit de l'abrogation de la règle du bâillon mondiale en 2021, les lacunes en termes de prestation de services et la défiance envers le système de santé restent probablement un obstacle pour les femmes et elles sont aggravées par la pandémie de COVID-19 et la baisse de 85% de l'aide accordée par le Royaume-Uni au FNUAP en 2021.

### Contexte

La santé sexuelle et reproductive (SSR) constitue un défi et un obstacle majeur au bien-être des femmes à Madagascar. Ce pays est essentiellement rural et il nécessite des efforts coordonnés pour garantir une prestation de soins satisfaisante. Les agences des Nations Unies appuient directement le Ministère de la Santé (MS) tandis que l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) finance les ONG qui fournissent des services aux communautés. Dès l'instauration de la règle du bâillon mondiale, l'USAID a cessé de financer une grande ONG internationale qui avait pour but d'augmenter l'accès et l'utilisation des services de contraception de haute qualité et abordables à Madagascar.

Cette étude a évalué les effets de la règle du bâillon mondiale sur la prestation de services publics et privés en matière de contraception et sur la capacité des femmes à accéder à la contraception à Madagascar.

### Conception de l'étude

Cette étude a été menée dans huit régions de Madagascar où des ONG financées par l'USAID, dispensaient des services de SSR en 2016. Dans chaque région, deux districts ont été sélectionnés.

Les chercheurs ont interrogé les représentants du MS et des ONG, de même que des agents de santé communautaire, des prestataires de service de services de contraception issus d'établissements publics et privés et des clientes utilisatrices de méthodes contraceptives, mi-2019 et début 2020.



Centre de santé public de niveau II à Ambodifotatra, Madagascar

## Principales conclusions

### Prestation de service

- Les visites de sensibilisation ont été fortement réduites en raison de la règle du bâillon mondiale, ce qui signifie que les femmes vivant dans les zones les plus pauvres et les plus difficiles d'accès à Madagascar n'avaient plus accès aux services de SSR, dont la contraception
- Les prestataires publics et privés ont signalé des réductions en termes d'allocation de personnel, de formation, de fournitures et de supervision qui étaient toutes financées par des ONGs assujetties à la règle du bâillon mondiale
- Les prestataires nouvellement recrutés n'ont pas bénéficié de formations axées sur les compétences qui étaient autrefois dispensées par des ONGs assujetties à la règle du bâillon mondiale
- Les prestataires de services de SSR ont signalé des ruptures de stocks généralisées en matière de méthodes contraceptives et des frais de service accrus
- Les prestataires ont aussi vu plus de clientes de soins après avortement après la mise en œuvre de la règle du bâillon mondiale à Madagascar

### Expériences des clientes

- Bon nombre de clientes ont signalé des obstacles multiples quand elles ont tenté de s'approvisionner en méthodes contraceptives, certaines se tournant vers le marché noir pour obtenir leurs méthodes préférées
- Beaucoup de clientes ont évoqué les coûts accrus des méthodes contraceptives, les nouveaux prix représentant facilement deux à cinq fois le prix initial ; les femmes ont dit qu'elles avaient été contraintes de choisir entre l'utilisation des méthodes contraceptives et l'achat de nourriture pour leur famille
- Les clients ont signalé des changements de méthodes contraceptives ou une utilisation irrégulière des méthodes contraceptives ce qui a conduit à des grossesses non désirées
- Les lois strictes de Madagascar en matière d'avortement provoqué et une augmentation du nombre de grossesses non désirées ont poussé certaines femmes à recourir à des méthodes non sécurisées pour interrompre leur grossesse

« Il n'y avait pas de pilules, d'injectables, d'Implanon [implant]. Le bureau de district du MS ne nous a pas fourni de produits, d'autant plus [important] étant donné que [ONG non certifiée] ne collabore plus avec nous. » (Prestataire public, Betsiboka)

« [L'achat d'une méthode a été un] problème parce qu'il faut de l'argent pour acheter de la nourriture pour la famille, mais il en faut aussi pour acheter la méthode. » (Cliente utilisatrice de méthode contraceptive, Betsiboka)

« Par conséquent, je suis tombée enceinte puisqu'il n'y avait pas de méthode. Il est déjà difficile de trouver de la nourriture et en plus, nous ne pouvons pas acheter de médicaments parce qu'il n'y en a pas dans ce centre de santé. La vérité, c'est que je n'ai pas choisi de tomber enceinte ; c'est à cause de la rupture de stocks. » (Cliente utilisatrice de méthode contraceptive, Androy)

## Implications pour les défenseurs, les prestataires de services de SSR et décideurs nationaux

- Nos conclusions indiquent que la règle du bâillon mondiale a un impact considérable sur Madagascar en dépit des lois très restrictives du pays en matière d'avortement.
- La règle du bâillon mondiale a ralenti l'élan de Madagascar en faveur de la réalisation de ses objectifs de santé mondiale, notamment les Objectifs de développement durable (ODD), la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) +25 et les engagements de Family Planning (FP) 2020.
- Les impacts de la règle du bâillon mondiale à Madagascar sont probablement exacerbés et accentués par des réductions simultanées du financement du FNUAP par les États-Unis (2017-2021) ainsi que des diminutions ultérieures du financement octroyé par le Royaume-Uni après cette étude (2021). Les défenseurs nationaux peuvent utiliser leurs conclusions pour faire valoir la dépendance limitée à l'égard des bailleurs de fonds étrangers en termes de financement et de coordination des produits et services de PF.
- Le MS doit en priorité combler les lacunes en termes de prestation de services et d'accès à la contraception causés par la règle du bâillon mondiale en engageant des fonds supplémentaires pour les prestataires qui travaillent avec des groupes priorités comme les jeunes et ceux qui vivent dans des zones éloignées.
- La pandémie de COVID-19 qui a commencé après cette étude, peut aussi aggraver les répercussions de la règle du bâillon mondiale.

## Qu'est-ce que la règle du bâillon mondiale

La règle du bâillon mondiale est une politique du Gouvernement des États-Unis qui interdit de concéder des financements pour la santé mondiale à des ONG non américaines qui fournissent des services, prodiguent des conseils ou orientent vers l'avortement comme méthode de planification familiale ; ou qui conduisent des campagnes de plaidoyer pour le changement de la législation du pays sur l'avortement.

Cette politique était en vigueur sous l'administration Trump de 2017 à 2021. Elle a été abrogée par le Président Biden en janvier 2021. À défaut d'une abrogation permanente par le biais du Congrès des États-Unis, la règle du bâillon mondiale pourrait être rétablie par un futur président. Une version précédente de la règle du bâillon mondiale a été mise en œuvre par les administrations républicaines au pouvoir de 1984 à 1993 et de 2001 à 2009.

## Recommandations en vue de futures recherches

Notre recherche met en évidence les préjudices durables voire permanents causés par la règle du bâillon mondiale. Il faut davantage de données probantes pour comprendre les impacts à long-terme—notamment après l'abrogation de la politique—sur le système de santé et sur les femmes qui ont été confrontées à une grossesse non désirée et à des difficultés économiques.

## Équipe de l'étude

Cette étude a été conduite grâce à un partenariat de recherche avec l'Institut National de Santé Publique et Communautaire (INSPC) de Madagascar et le Global Health Justice and Governance Program [Programme de justice et gouvernance de la santé mondiale] de l'École de Santé Publique de Columbia University.

Les chercheurs/chercheuses remercient la Fondation David & Lucile Packard pour leur soutien financier.

## Articles et lectures complémentaires

« Slowing Progress: the US Global Gag Rule Undermines Access to Contraception in Madagascar » [Des progrès lents : la règle du bâillon mondiale met en péril l'accès à la contraception à Madagascar] \* publié dans *Sexual and Reproductive Health Matters* <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/26410397.2020.1838053>